



Déclaration de la CGT Educ'action à la réunion de présentation du bilan des réformes des lycées du 26.11.2015

La CGT Educ'action s'est prononcée contre les réformes des voies générale, technologique et professionnelle de 2009 et 2010. Elle continue de porter un regard plus que critique sur leur mise en place et leurs conséquences pour les élèves et les conditions de travail des personnels.

C'est pour cela qu'elle a réclamé, dès les échanges sur la loi de refondation, qu'un bilan de ces réformes soit réalisé.

Après avoir dû attendre trois années, nous aurions pu nous montrer satisfaits que des discussions se tiennent enfin sur le sujet.

Mais c'était sans compter le passage en force, contre la majorité des collègues concernés, sur la réforme du collège qui reprend en grande partie la philosophie de celles des lycées avant même ce bilan.

Ainsi, tout porte à croire que l'objectif de ce bilan est de discuter d'éventuels aménagements de ces réformes sans aborder les principes qui en sont les fondements.

La mise en place, en amont de cette première réunion, d'un groupe de travail sur la seconde professionnelle, qui précède des annonces qui seront faites dès le mois de janvier, ne peut que nous conforter dans cette analyse. Il est difficile de croire à la possibilité d'une remise en cause globale de la réforme du baccalauréat professionnel quand le ministère se prépare à aménager la seconde professionnelle dans le cadre de cette même réforme, indépendamment du bilan à venir !

Pour la CGT Educ'action, les trois voies du lycée telles qu'elles existent aujourd'hui doivent être réformées en profondeur.

Il faut mettre fin à la politique d'autonomie des établissements qui ne fait que généraliser la concurrence entre les établissements, entre les élèves, entre les disciplines et entre les personnels ; quand elle ne permet pas d'économiser insidieusement des moyens, comme avec les grilles horaires du baccalauréat professionnel. Il faut revenir, par exemple, à un cadrage hebdomadaire national des horaires et des dédoublements fléchés par disciplines.

L'autonomie pédagogique, doit être celle des équipes. La Dotation Horaire Globale (DHG) doit permettre de faire fonctionner l'établissement en vertu du cadre national. Les projets des équipes pédagogiques permettent aussi d'exercer la liberté pédagogique. La DHG doit être augmentée en heures postes pour intégrer ces projets.

Il convient également de mettre fin à l'accompagnement personnalisé tel qu'il existe, qui ne sert à rien à force de servir à tout. Prévu pour l'ensemble des élèves d'une classe, avec des objectifs flous, il est souvent utilisé pour compléter les services et ne peut être dédoublé qu'au détriment des disciplines.

Les CCF ont démontré leur nocivité, dans l'organisation du travail des élèves, et en termes de surcharge de travail pour les collègues. Ils dévalorisent surtout le diplôme, son caractère national devenant plus qu'ambigu.

La voie professionnelle doit permettre à la fois le maintien d'une insertion professionnelle de niveau IV, lorsqu'elle correspond à une réalité économique, et la poursuite d'études réussie vers un véritable niveau III non dévalorisé. Pour la CGT Educ'action, ce dernier aspect est essentiel.

La réforme de la voie technologique pose également problème. C'est en particulier vrai pour les STI2D trop théoriques et qui ont perdu leur véritable caractère technologique. Elles sont inadaptées aux élèves qui réussissaient auparavant en STI et induisent une réelle souffrance pour les collègues dont les qualifications sont remises en cause.

Ce sont quelques exemples des analyses et propositions de la CGT Educ'action sur le lycée en vue d'assurer enfin l'égalité de dignité des 3 voies et le rééquilibrage des filières, ce que ne permettent pas les réformes précédentes.

Sans discussions permettant de réellement remettre en cause le lycée tel qu'il est, ces réunions risquent, pour nous, d'avoir un intérêt très limité.

Enfin, nous sommes extrêmement inquiets de la volonté de la ministre, en réponse à la cour des comptes, de chercher au lycée des marges d'économie.

Pour la CGT Educ'action, il est hors de question que les discussions qui s'ouvrent aujourd'hui débouchent sur plus d'austérité dans les lycées au risque d'aggraver encore un peu plus les conditions d'études des élèves et de travail des personnels, qui sont déjà fortement dégradées.